

**Profession :**

**formateur d'évaluateurs**

**Ou :**

**Le fromage nouveau est arrivé**

Parce que « *le processus d'entretiens d'évaluation pour chaque agent devrait être généralisé* », le Directeur de l'INTEFP dans une note du 19 mai nous informe que « *Plusieurs DRTEFP ont attiré (son) attention sur la nécessité de concevoir un dispositif de formation d'accompagnement...* ». D'accompagnement de qui et à quoi, précisément on ne sait trop. S'agit-il de former les agents voués à être « *évalués* » de débiter le discours attendu ? Ou s'agit-il plutôt d'offrir un accompagnement psychologique des cadres voués, contre leur gré sans doute pour le plus grand nombre, à faire subir cette nouvelle torture mentale, cette technique d'humiliation, l'« *entretien d'évaluation* » à leurs « *collaborateurs* » ? En fait, il semblerait plutôt qu'il s'agisse de former les futurs notateurs-évaluateurs à exercer cet art délicat, à savoir poser les bonnes questions : « *comment avez-vous satisfait cette année aux objectifs de résultats que nous avons fixés ensemble, l'année dernière, quels sont vos objectifs quantifiés pour l'année prochaine...* »

Et on apprend stupéfaits, dans cette missive, qu'il y déjà, au sein de notre ministère des **spécialistes de l'évaluation**, ce qui va permettre donc -merveille !- à l'INTEFP va pouvoir constituer un réseau (qui reste juste à « *calibrer* ») de formateurs internes. Comment ces (futurs) formateurs ont-ils été évalués et leur évaluateurs eux-mêmes ont-ils été formés à l'évaluation ... nous l'ignorons totalement Ce que nous savons par contre c'est que ces « *formateurs* » bien dociles exécutants de la réforme de l'Etat vont pouvoir ainsi faire fructifier grasement (c'est payé combien au fait une journée de formation ?) leur expérience d'évaluateur vaste et ancienne de ... un an, comme nous le rappelle en conclusion, la lettre du directeur de l'INT.

**Pendant ce temps là ...**

Le directeur d'une des plus grandes régions de France propose -cynisme, éclair de lucidité - un stage dénommé « **gestion du stress** », ouvert indistinctement à tous les agents (risque-t-on de voir se côtoyer DD et catégories C ?) et ainsi présenté : « *Les agents des services vivent une année perturbatrice source de stress. Outre l'inflation législative (...) ils sont confrontés entre*

*autres à la réforme de l'Etat, à la suppression des postes liés au départ à la retraite, c'est à dire aux incertitudes sur leur avenir .»*

Si nous sommes largement d'accord avec le diagnostic posé, nous ne partageons nullement le remède proposé : un stage de deux jours, ouverts donc à 20 participants...pour 800 agents concernés Et pourquoi pas -sur les fonds de l'action sociale- assurer le remboursement à 100% du tranxène, valium, et autres béquilles médicamenteuses, ou la prise en charge des séances de psychanalyse et de toute autre technique théra-peutique permettant à l'homme de supporter au mal à être dans le travail.

Pour notre part, nous nous continuerons à nous proclamer que la seule solution consiste à mettre un terme à ces réformes par lesquelles l'ultra-libéralisme tend à coloniser -et à détruire- le sens de l'Etat: diagnostics territoriaux et plans d'action associés, salaire au rendement, décentralisation, fongibilité « *asymétrique* », privatisation... tout ce que l'on appelle la « *réforme de l'Etat* »